

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

COMMUN AUX 2 LOTS

(CCTP N°2025-08-démolitions-Expros-Gard)

Pouvoir adjudicateur

Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Gard (DDTM30)

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Gard par
délégation de Monsieur le Préfet du Gard

Objet du marché

Marché de démolitions de biens expropriés dans le département du Gard

Le présent CCTP comporte deux annexes :

- annexe 1 : diagnostics préalables à la démolition
- annexe 2 : permis de démolir

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
Lot n°1 : démolition de 4 biens sur les communes de DIONS et de Saint-Chaptes.....	4
Lot n°2 : démolition de 6 biens sur les communes de Saint-Chaptes, Dions, La Calmette et Sauzet.....	10
ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE.....	17
ARTICLE 3 - CONNAISSANCE DES LIEUX.....	17
3.1 Visite sur le site.....	17
3.1 Evaluation des travaux.....	17
ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.....	18
ARTICLE 5 - QUALITE ENVIRONNEMENTALE.....	18
5.1 Déconstruction sélective et valorisation.....	18
5.2 Chantier à faible nuisances.....	18
ARTICLE 6 - RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE.....	19
6.1 Dommages aux tiers.....	19
6.2 Dommages à l'environnement.....	19
ARTICLE 7 - DECONTAMINATION ET DEMOLITION DES BATIMENTS.....	19
7.1 Période de préparation.....	19
7.2 Travaux préparatoires.....	20
7.3 Retrait et élimination amiante.....	21
7.4 Curage.....	21
7.5 Démolition des bâtiments.....	22
7.7 Mesure d'accompagnement après démolition.....	22

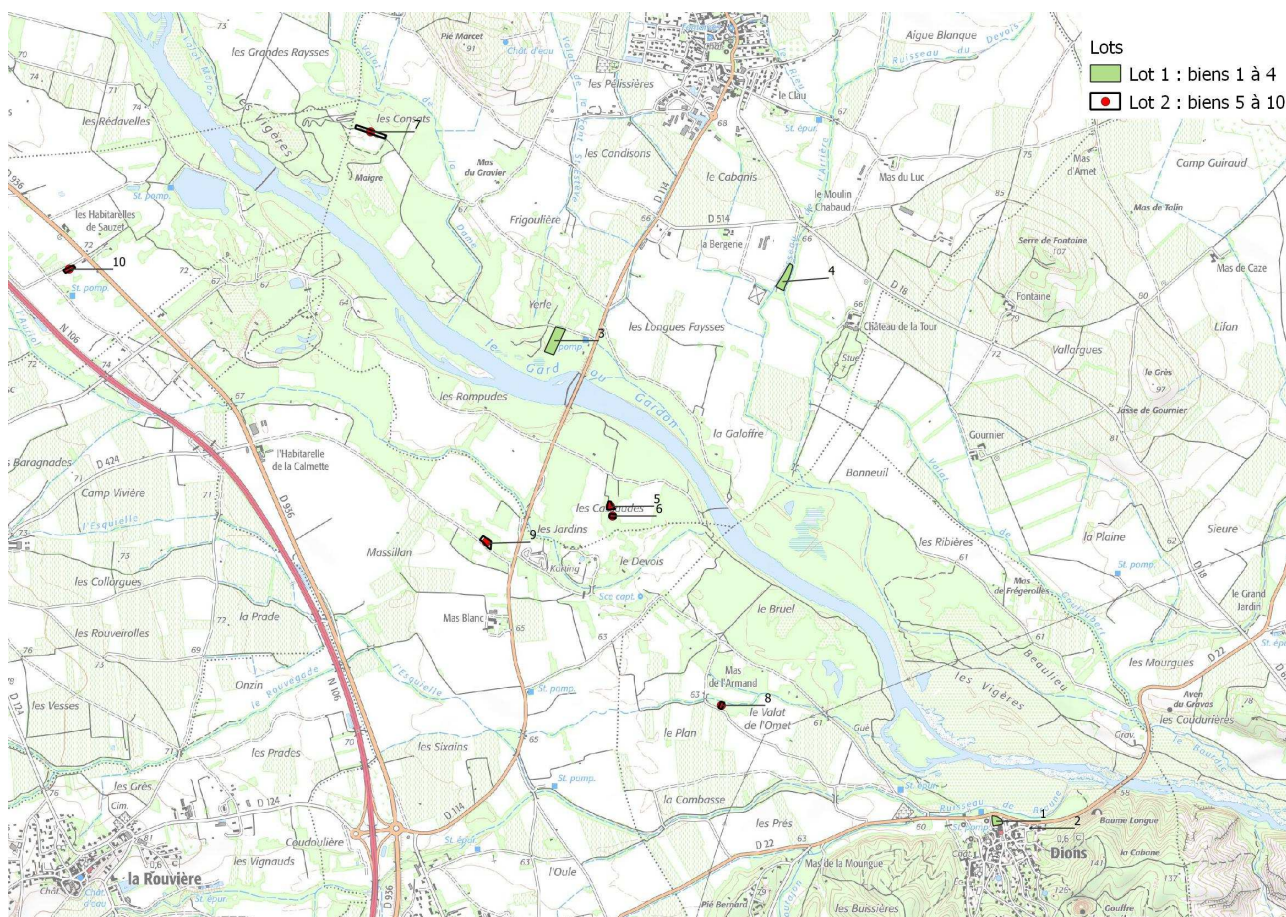
ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché de travaux a pour objet la démolition de 10 biens expropriés pour risques naturels majeurs et la mise en sécurité des parcelles d'implantations de ces biens sur les communes de Dions, Saint Chaptès, La Calmette et Sauzet dans le département du Gard.

Les travaux sont répartis en 2 lots distincts :

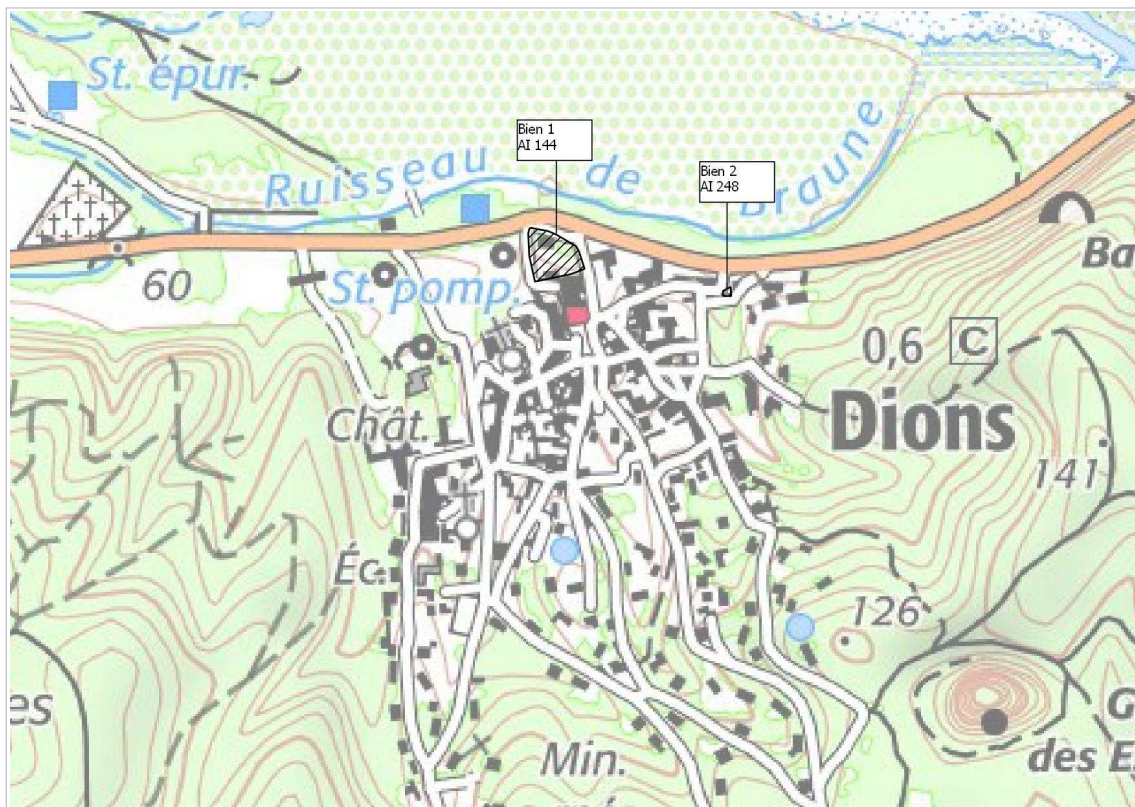
- le **lot n°1** regroupe les 4 biens qui constituaient des habitations principales, leur surface est donc plus conséquente (entre 70 et 300 m²) et les opérations de démolitions plus complexes. Ils sont situés sur les communes de Dions et de Saint-Chaptès. La dépose des compteurs Enedis a été réalisée.
- le **lot n° 2** regroupe les 6 biens qui constituaient des "habitations " de loisirs, de petites surfaces (entre 20 et 30 m²) et sans réseau hormis la présence de forages. Ils sont situés sur les communes de Dions, Saint-Chaptès, La Calmette et Sauzet. Le comblement des forages sera réalisé par le pétitionnaire.

Les permis de démolir ont été délivrés, sauf pour le bien n°6 sur la commune de Saint Chaptès et le bien n°9 sur la commune de La Calmette, qui bénéficient de fait de l'accord tacite. Sur la commune de Dions l'autorisation de démolir n'est pas requise.



Lot n°1 : démolition de 4 biens sur les communes de DIONS et de Saint-Chaptes

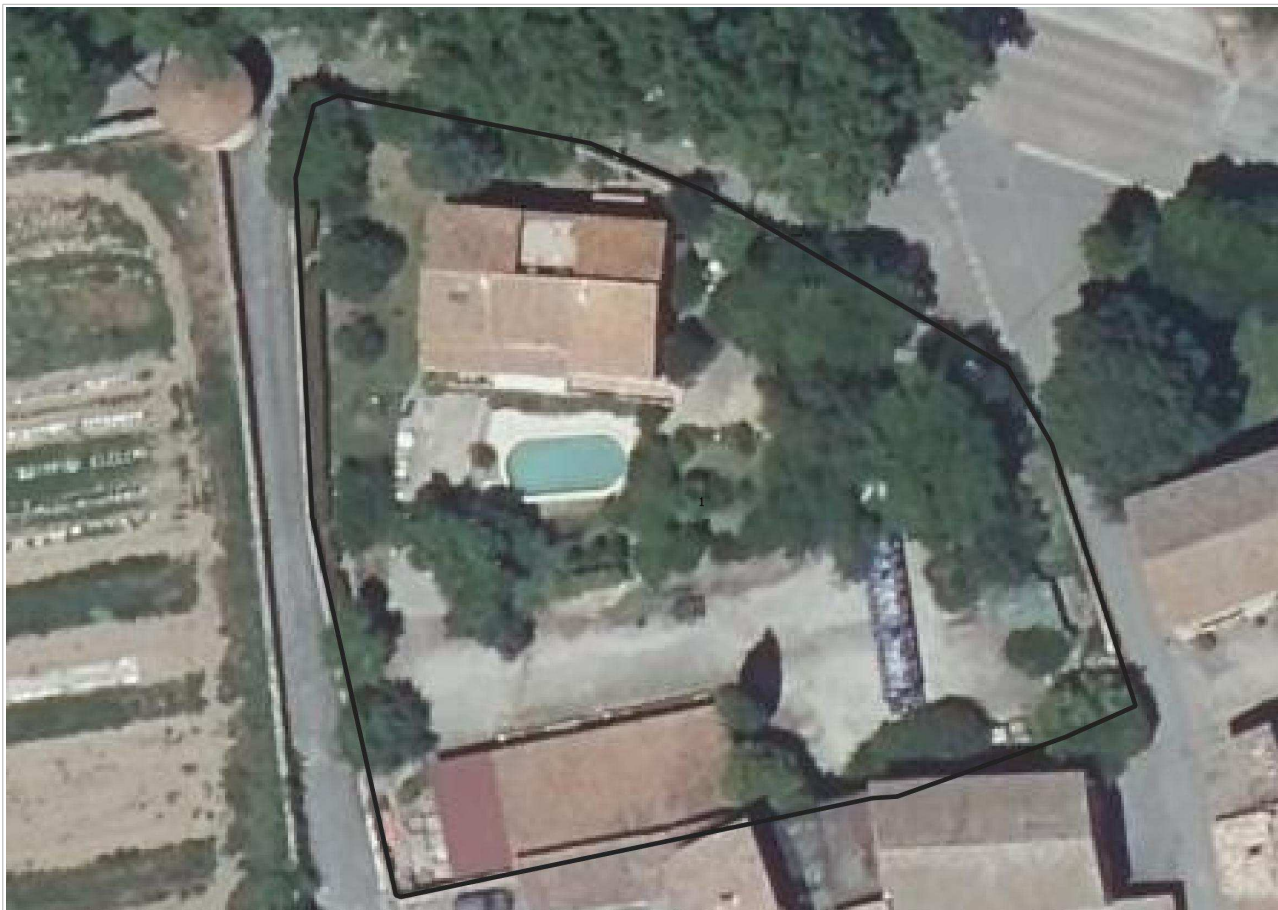
Sur la commune de Dions, les deux biens à démolir sont respectivement implantés sur les parcelles AI-114 et AI 248 :



Le **bien n° 1**, est situé au 9, rue du Gardon sur la commune de Dions, parcelle cadastrée AI 114 d'une superficie de 2 233 m². Il s'agit d'une maison individuelle en parpaings en R+2 (construite en 1984) de 272 m² et d'une dépendance à usage de hangar (édifié en 2003) surmonté d'une toiture en tôle de 122 m² adossé à un mur mitoyen en pierre. Sur le terrain se trouve également une piscine bétonnée de 38 m² (8,80 x 4,35 m) à combler ainsi qu'un pool house de 5 m² à démolir.

Un diagnostic amiante - plomb - termite a été réalisé en 2021 (cf annexes). Une opération de désamiantage est à prévoir.

A titre d'information, ce bien a été inondé par près de 7 m d'eau en 2002.



Bien n° 1 : vue aérienne ortho-photo 2021



Bien n° 1 : vue depuis la RD

Le **bien n° 2** est situé au 19, rue de Russan sur la commune de Dions, parcelle cadastrée AI 248 d'une superficie de 57 m². Il s'agit d'une construction en pierre de type R+1 (datant de 1900) d'une superficie de 71 m². Il est composé de deux logements, un par niveau : rdc 33 m² et étage 38 m².

Un diagnostic amiante - plomb - termite a été réalisé en 2021 (cf annexes). Une opération de désamiantage est à prévoir.

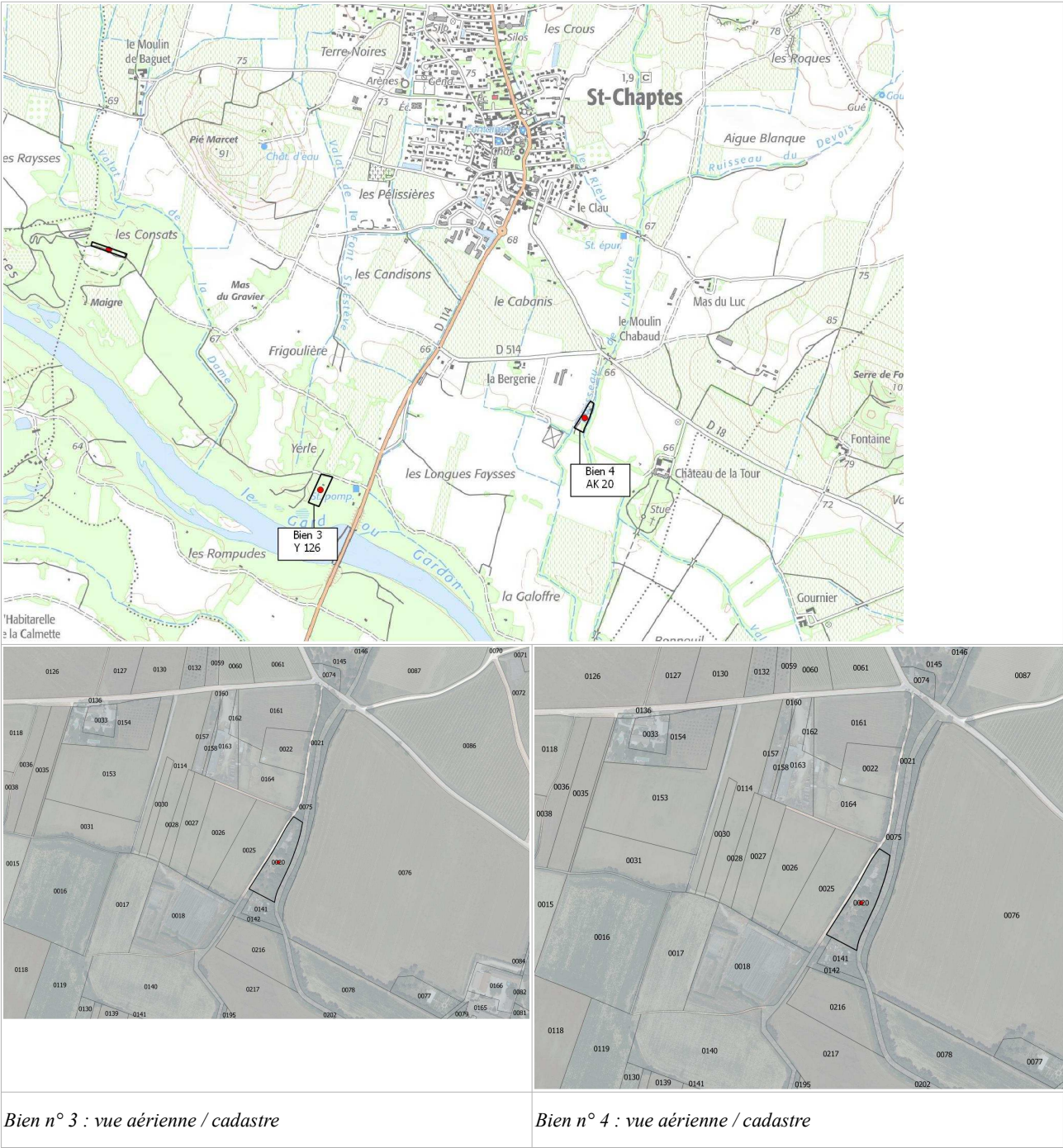
A titre d'information, ce bien a été inondé en 2002 par 1,5 m à l'étage.



Le bien n°2 est mis en tranche optionnelle n°1, qui sera affermée après la dépose de l'éclairage public et des câbles téléphoniques.

Les portes sont condamnées par du grillage rigide pour éviter les intrusions. L'intérieur du bien ne pourra pas être visité.

Sur la commune de Saint-Chaptes, les deux biens à démolir sont respectivement implantés sur les parcelles Y-126 et AK-20 :



Le bien n°4 fait l'objet d'une occupation illicite. Cette prestation est mise en tranche optionnelle n°2, qui sera affermie après libération des lieux par les occupants.

Le **bien n° 3** est situé au lieu-dit "les Reissettes" sur la commune de Saint-Chaptes, parcelle cadastrée Y 126 d'une superficie de 7 785 m². Il s'agit d'une habitation en parpaings en R +1 d'une superficie de 92 m². Sur le terrain se trouve également un cabanon en maçonnerie d'environ 5 m² et un bassin d'agrément à combler.

Un diagnostic amiante - plomb - termite a été réalisé en 2021 (cf annexes). Une opération de désamiantage est à prévoir.

A titre d'information, ce bien a été inondé en 2002 le rez-de-chaussé a été submergé par 2,5 m d'eau.



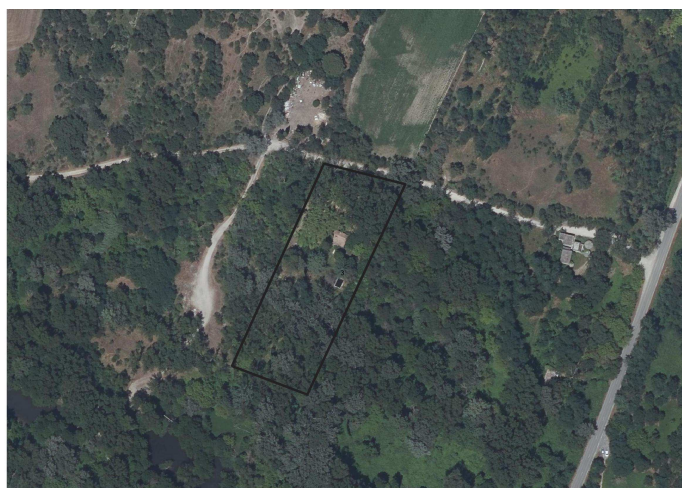
Bien n° 3 : vue de l'habitation principale



Vue du cabanon



Vue du bassin

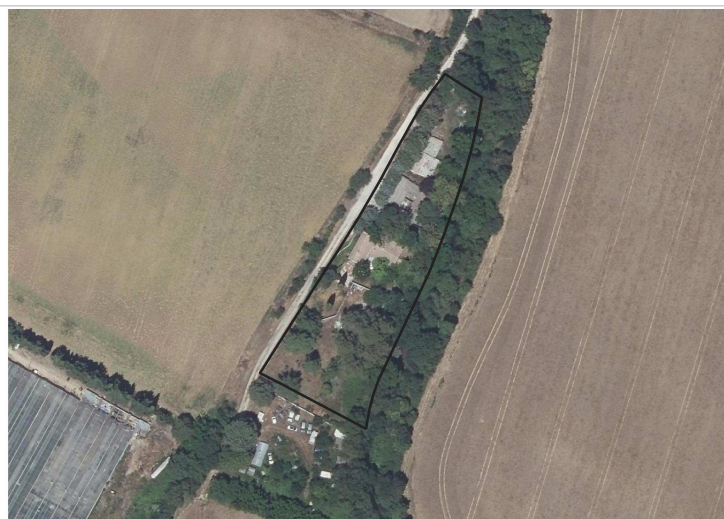


Bien n° 3 : vue aérienne ortho-photo 2021

Le **bien n° 4** est situé au lieu-dit " les Fournigons " sur la commune de Saint-Chaptes, parcelle cadastrée AK 20 d'une superficie de 5 025 m². Il s'agit d'un ensemble immobilier composé d'un bâtiment en parpaings et siporex divisé en 2 logements respectivement de 121 m² et 78 m² et en 2 chambres de 30 m² chacune, de 2 maisonnettes respectivement de 50 m² et 86 m², de 5 boxes de 15 m² et d'un bassin de 120 m² à combler.

Un diagnostic amiante - plomb - termite a été réalisé en 2021 (cf annexes). Une opération de désamiantage est à prévoir.

A titre d'information, ce bien a été inondé en 2002 par 2,5 m d'eau.



Bien n° 4 : vue aérienne ortho-photo 2021



Bien n° 4 : vue du logement principal



Bien n° 4 : vue arrière logement principal



Bien n° 4 : vue d'une des 2 maisonnettes



Bien n° 4 : vue du bassin

Lot n°2 : démolition de 6 biens sur les communes de Saint-Chaptes, Dions, La Calmette et Sauzet

Les biens n° 5, 6 et 7 sont situés sur la commune de Saint-Chaptes respectivement sur les parcelles cadastrées Z 24, Z 26 et W16. Le bien n° 8 est situé sur la commune de Dions sur la parcelle cadastrée AR 52. Le bien n° 9 est situé sur la commune de La Calmette sur la parcelle cadastrée X 24. Le bien n° 10 est situé sur la commune de Sauzet sur la parcelle cadastrée B 695.

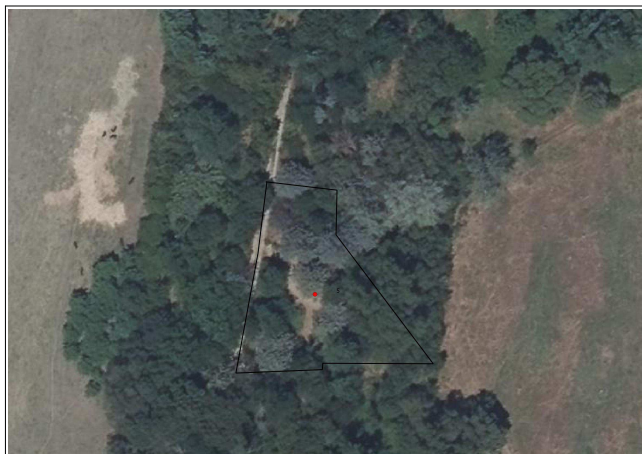


Localisation des biens du lot n°2

Le **bien n° 5** est situé au lieu-dit " Grand Pré " sur la commune de Saint-Chaptes sur la parcelle cadastrée Z 24 d'une superficie de 1 107 m². Il s'agit d'un mazet de loisir en ruine de 23 m², de plain pied, en aggloméré, surmonté d'une toiture en éverite sur une charpente sommaire. Sur le terrain se trouve également une table des bancs maçonnés. Il est alimenté en eau par un forage, il n'y a pas de réseau électrique.

Un diagnostic amiante - plomb - termite a été réalisé en 2018 (cf annexes). Une opération de désamiantage est à prévoir.

A titre d'information, ce bien a totalement été submergé lors des inondations de 2002.



Bien n° 5 : vue aérienne ortho-photo 2021



Bien n° 5 : vue côté ouest



Bien n° 5 : vue côté sud



Bien n° 5 : vue table et banc maçonnés

Le **bien n° 6** est situé au lieu-dit " Grand Pré " sur la commune de Saint-Chartes sur la parcelle cadastrée Z 26 d'une superficie de 676 m². Il s'agit d'un mazet de loisir en ruine de 20 m², de plain pied, en aggloméré, surmonté d'une toiture en éverite sur une charpente sommaire. Sur le terrain se trouve également une petite annexe et un barbecue maçonnés. Il est alimenté en eau par un forage à combler, il n'y a pas de réseau électrique.

Un diagnostic amiante - plomb - termite a été réalisé en 2018 (cf annexes). Une opération de désamiantage est à prévoir.

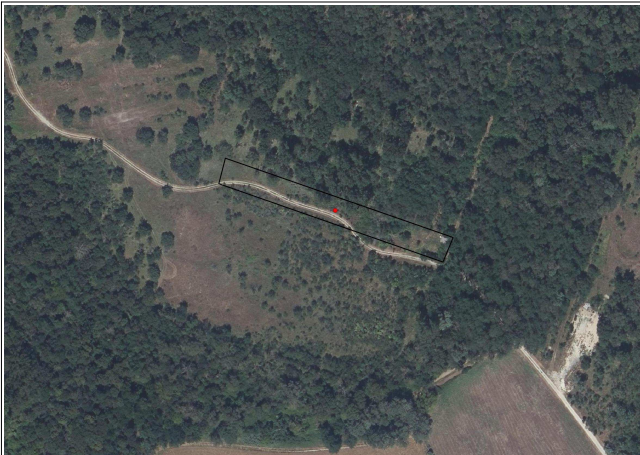
A titre d'information, ce bien a totalement été submergé lors des inondations de 2002.

	
Bien n° 6 : vue aérienne ortho-photo 2021	Bien n° 6 : vue de la construction principale
	
Bien n° 6 : vue intérieur du bien	Bien n° 6 : vue de l'annexe

Le **bien n° 7** est situé au lieu-dit " La Vigère de Maigre " sur la commune de Saint-Chaptes sur la parcelle cadastrée W 16 d'une superficie de 3 260 m². Il s'agit d'un mazet de loisir en ruine de 32 m², en R+1, en béton surmonté d'une toiture en éverite. Il est alimenté en eau par deux forages à combler, il n'y a pas de réseau électrique.

Un diagnostic amiante - plomb - termite a été réalisé en 2018 (cf annexes). Une opération de désamiantage est à prévoir.

A titre d'information, ce bien a été inondé par environ 3 m d'eau lors des inondations de 2002.



Bien n° 7 : vue aérienne ortho-photo 2021



Bien n° 7 : vue de la construction principale



Bien n° 7 : vue de la construction principale côté

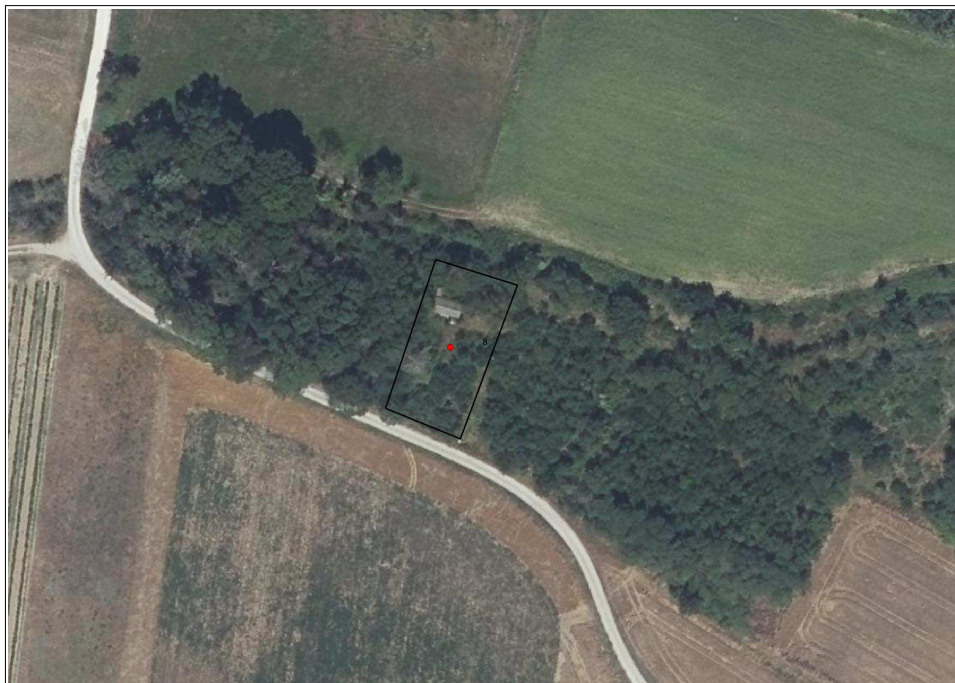


Bien n° 7 : vue intérieur du bien

Le **bien n° 8** est situé au lieu-dit " Chemin Boucoiran " sur la commune de Dions sur la parcelle cadastrée AR 52 d'une superficie de 751 m². Il s'agit d'un mazet de loisir en ruine de 21 m² (dont 3 m² de WC extérieur) de plain pied, construit en panneau de béton aggloméré, surmonté d'une toiture en éverite sur une charpente sommaire. Il est alimenté en eau par un forage, il n'y a pas de réseau électrique.

Un diagnostic amiante - plomb - termite a été réalisé en 2024 (cf annexes). Une opération de désamiantage est à prévoir.

A titre d'information, ce bien a totalement été submergé lors des inondations de 2002 et a atteint près de 6 m sur la parcelle.



Bien n° 8 : vue aérienne ortho-photo 2021



Bien n° 8 : vue de la construction



Bien n° 8 : vue de l'annexe

Le **bien n° 9**, est situé au lieu-dit " Massillan" sur la commune de La Calmette sur la parcelle cadastrée X-24 d'une superficie de 2047 m². Il s'agit d'un mazet de loisir en ruine de 18 m² de plain pied, construit en panneau de béton aggloméré, surmonté d'une toiture en éverite sur une charpente sommaire. Il est alimenté en eau par un forage à combler, il n'y a pas de réseau électrique.

Un diagnostic amiante - plomb - termite a été réalisé en 2018 (cf annexes). Une opération de désamiantage est à prévoir.

A titre d'information, ce bien a totalement été submergé lors des inondations de 2002 et a atteint 3,5 m sur la parcelle.



Bien n° 9 : vue aérienne ortho-photo 2021



Bien n° 9 : vue de la construction



Bien n° 9 : vue de la construction



Bien n° 9 : vue de l'intérieur

Le **bien n° 10**, est situé au lieu-dit " Mangilles" sur la commune de Sauzet sur la parcelle cadastrée B 695 d'une superficie de 1 110 m². Il s'agit d'un hangar de 36 m² de plain pied, construit en parpaings. La toiture a été déposée.

Un diagnostic amiante - plomb - termite a été réalisé en 2018 (cf annexes). Une opération de désamiantage est à prévoir.

A titre d'information, ce bien a été submergé par plus de 2 m lors des inondations de 2002.



Bien n° 10 : vue aérienne ortho-photo 2021



Bien n° 10 : vue de la construction



Bien n° 10 : vue de la construction

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE

En plus des prescriptions spécifiques à ce marché, l'entreprise se reportera aux obligations réglementaires en vigueur concernant l'organisation du chantier.

Elle s'occupera notamment :

- de l'organisation du chantier et de son accès, l'entretien des voies adjacentes, lavage, dépoussiérage,
- de la confection et de l'installation des panneaux de chantier réglementaires,
- de la demande de branchement d'énergie électrique et du branchement le cas échéant,
- de la demande de branchement de l'eau et du branchement le cas échéant,
- de la gestion des bennes pour l'évacuation des gravats,
- du nettoyage de ses propres gravois et de leur évacuation,
- du contact avec tous les services concernés pour déplacement éventuel des réseaux et des autorisations d'implantation d'engins et matériels.

ARTICLE 3 - CONNAISSANCE DES LIEUX

3.1 Visite sur le site

L'entreprise s'appuiera sur une visite des biens et les informations spécifiées dans le présent CCTP pour déterminer le montant de son offre.

3.1 Evaluation des travaux

Il est indispensable que l'entrepreneur constate sur place l'état existant afin d'en tenir compte dans l'établissement de sa proposition globale et forfaitaire et pour prévoir les difficultés d'exécution des travaux.

L'entrepreneur sera réputé avoir acquis avant la remise de l'offre une connaissance parfaite et totale du projet. Le présent CCTP ne limite pas les prestations à prévoir, mais fixe le résultat à atteindre, l'entrepreneur restant responsable des moyens pour atteindre ce résultat.

L'entreprise devra adapter son offre pour un parfait respect des règles. L'entreprise ne pourra arguer que les erreurs ou omissions à la remise de l'offre puissent le dispenser d'exécuter toutes les prestations dues ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

L'entrepreneur devra examiner les contraintes liées à l'exécution des prestations :

- l'état des bâtiments et dépendances existants et leurs principes constructifs,
- la nature des matériaux constituant les existants,
- les contraintes de démolition en fonction des sites (accès, état végétatif débroussaillage préventif parcelle, circulations, bâtiments voisins,...) et notamment les conditions pour l'installation de la base de chantier (si nécessaire) et s'assurera de trouver un lieu hors d'eau ou définira des périodes d'intervention compatibles avec les risques ou définira les mesures de sauvegarde en cas d'évènement en cours de chantier.
- les difficultés particulières spécifiques aux sites et à l'état des bâtiments lors des travaux,
- les réseaux enterrés : eau, assainissement, électricité, téléphone, réseau câblé,...
- la présence ou l'éloignement d'installation de stockage ou de filières locales de valorisation des déchets de démolition à proximité de l'opération,
- et, en général sur tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût.

L'entreprise intégrera dans son offre et son organisation les contraintes liées aux sites.

L'entrepreneur sera tenu de fournir dans son offre tous les renseignements relatifs aux modes opératoires de démolition, notamment concernant les risques de nuisance et de dégradation, mais également de la gestion des déchets (identification précise de la destination des matériaux).

ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

L'entreprise du présent marché est tenue de respecter l'ensemble des textes, (lois, décret, arrêté, exemple de solutions, normes nationales et européennes, DTU, avis techniques, certifications) en vigueur à la date de la signature du marché.

L'entrepreneur doit prévoir toutes les fournitures et façons indispensables au parfait achèvement des ouvrages suivant les règles de l'art, même si elles ne sont pas expressément mentionnées au CCTP.

De la même manière, quand bien même diverses indications de détail ne seraient pas précisées, l'entrepreneur reconnaît avoir suppléé par ses connaissances professionnelles aux éventuelles imprécisions du présent marché.

ARTICLE 5 - QUALITE ENVIRONNEMENTALE

Afin que les entreprises respectent ces prescriptions, la maîtrise d'ouvrage assurera un suivi spécifique de la satisfaction des exigences environnementales formulées dans cet appel d'offres.

L'entreprise est le réalisateur de la démolition. Elle doit proposer des solutions techniques respectant les exigences contractuelles

5.1 Déconstruction sélective et valorisation

La gestion des déchets de chantier du bâtiment est un enjeu important au niveau national et européen.

Les lois relatives à l'élimination des déchets édictent les obligations relatives à l'élimination des déchets par le producteur ou le détenteur. En pratique, le maître d'ouvrage et les entreprises sont désignés par la loi comme responsables de la gestion des déchets.

La déconstruction sélective est une technique environnementale de démolition. Cette technique a pour objet la séparation et la valorisation des matériaux constitutifs du bâtiment évitant ainsi un mélange irréversible des déchets et facilitant leur traitement et leur élimination. Elle est intégrée à la prestation de curage intérieur et extérieur demandée au présent marché.

Une part de la note technique est affectée à la capacité de l'entreprise à proposer des circuits de réutilisation ou valorisation efficace : l'entreprise devra fournir au stade de son offre tous les détails sur la méthodologie de travaux et ses efforts pour la valorisation ou le recyclage des matériaux.

Il est rappelé que le candidat peut proposer une organisation de chantier optimisant la réutilisation des matériaux.

Une attention toute particulière sera donnée pour contrôler ce type d'intervention.

5.2 Chantier à faible nuisances

Pour le lot 1, deux biens sont situés en zone urbaine avec proximité de logements, de voiries et de réseaux publics et privés. L'entreprise tiendra compte dans l'établissement de son offre et l'organisation de son chantier des paramètres liés aux avoisinants.

Pour réaliser cette démolition, un chantier à faibles nuisances sera mis en œuvre. L'entrepreneur veillera notamment à réduire au minimum les nuisances et les pollutions pour le personnel de chantier, pour les riverains et pour l'environnement qui pourraient résulter de la déconstruction :

- nuisances acoustiques,
- pollution des sols et de l'eau,
- pollution de l'air.

ARTICLE 6 - RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE

6.1 Dommages aux tiers

Il est bien précisé que l'entrepreneur du présent marché est entièrement responsable de tout dommage corporel et matériel occasionné à des tiers par les travaux de son lot, ainsi que tous dommages aux réseaux divers (apparents ou cachés) qui seraient en service.

Dans le cadre de ses prix et forfaits, l'entrepreneur prendra à sa charge et sous sa seule responsabilité toutes les dispositions nécessaires de sécurité et de protection, ainsi que tous les travaux confortatifs nécessaires au fait de l'exécution des travaux de la présente consultation. Il fera son affaire de toute démarche auprès des riverains jouxtant le chantier, ainsi qu'auprès des services publics pour les réseaux éventuels.

6.2 Dommages à l'environnement

L'entrepreneur est responsable de la gestion et de l'élimination des déchets issus de la démolition. Il est également responsable de toute pollution générée par le matériel ou les produits utilisés, mais également une atteinte aux réseaux.

ARTICLE 7 - DECONTAMINATION ET DEMOLITION DES BATIMENTS

7.1 Période de préparation

Afin d'optimiser les délais de démolition d'une habitation, la préparation de chantier est répartie sur 2 périodes.

➤ A l'ordre de service notifiant la période de préparation

Une première période de préparation d'une durée de **1 mois** débutera dès l'ordre de service notifiant la période de préparation.

Durant cette période, toutes les démarches pouvant être anticipées devront être réalisées, cela intègre notamment les points suivants.

- La définition des modes opératoires de démolition. Le choix de ces modes opératoires sera fait de manière à obtenir une gestion optimale des déchets, préserver l'environnement et réduire les nuisances. Ce document sera soumis au maître d'ouvrage pour acceptation. Aucune incinération n'est autorisée sur l'ensemble du site. Il réalisera ses choix d'élimination des déchets en fonction : de la famille et de la nature du déchet, du volume et du poids de chaque type de déchet, des contraintes des modes opératoires de déconstruction et de la distance du lieu d'élimination.
- La définition du plan d'installation de chantier pour chacun des secteurs de démolition. Ils indiqueront la clôture de chantier, les emplacements des installations sanitaires, de la signalétique, les aires de tri et de stockage sur site des déchets, le plan de circulation et d'évacuation des déchets, les stationnements,
- Pour les habitations le nécessitant, l'élaboration du plan de retrait de l'amiante. Ces documents seront élaborés sur la base des diagnostics annexés au présent marché.

➤ A chaque ordre de service de démolitions

Les démolitions ne pourront pas, pour le lot 1, être regroupées et feront l'objet d'un ordre de service de démolition spécifique.

Une seconde période de préparation de 1 mois débutera dès réception de chaque ordre de service validant la démolition d'une habitation. L'entreprise titulaire du marché est tenue de mettre en œuvre les démarches suivantes :

• Organisation des travaux

- participer à la réunion préparatoire, avant le lancement des travaux, et à la réunion de réception,
- réaliser les DICT sur les secteurs impactés par les travaux,
- établir un planning prévisionnel du déroulement du chantier (calendrier des travaux et planning d'évacuation des déchets),

• Marquage et reconnaissance des réseaux (le cas échéant) : à partir des plans de réseaux remis par

les concessionnaires dans le cadre des DICT, l'entreprise procèdera au marquage de tous les réseaux situés dans l'emprise des travaux et dans un périmètre de 3 mètres, puis réalisera tous les sondages nécessaires pour la recherche des réseaux ou canalisations situés dans le chantier. Elle assurera la maintenance de ce marquage autant que de besoins tout au long du chantier.

- **Condamnation des réseaux**

Avant son intervention, l'entreprise vérifiera que les arrivées de réseau électriques et eau sont correctement fermées.

Dès le début des travaux, les départs du réseau d'assainissement seront proprement et durablement obstrués en limite de parcelle.

- **Installation de chantier**

Pendant la période de préparation, le prestataire est tenu de :

- mettre en place une signalisation près du chantier sous le contrôle du service voirie de la commune d'Alès (voiries, piétons, dangers particuliers, accès sécurisés,...),
- veiller à ce qu'aucune installation n'encombre des voies du domaine public : un espace destiné aux équipements de chantier sera étudié à proximité des habitations à démolir.
- assurer l'entretien des avaloirs et regards à grille de récupération des eaux pluviales conservées à proximité du chantier (si existantes).

- **Remise en état des terrains**

Cette prestation est non comptabilisée dans le délai de préparation mais est financièrement incluse dans cette ligne du devis.

Lors de l'achèvement des travaux, l'entrepreneur doit remettre les terrains en état (en procédant à l'enlèvement de tous les gravois, déchets et détritiques divers, de manière à ne laisser subsister aucune trace de chemin provisoire, d'ornière, de dépôt de matériaux de fouille quelconque ou de toute partie détériorée pendant l'exécution des travaux.

- **Surveillance de chantier**

L'entrepreneur assurera en outre la sécurité sur le chantier, veillera au maintien en parfait état de la signalisation, et procédera le soir à la fermeture du site. L'entrepreneur reste entièrement responsable des accidents, dégâts, dégradation ou vols survenus sur le chantier pendant toute la durée des travaux.

7.2 Travaux préparatoires

- **Protection des réseaux**

Avant toute intervention en démolition, l'entreprise mettra en place une protection sur les réseaux précédemment repérés et situés dans l'emprise des travaux de démolition du bâtiment et présentant un risque d'être dégradé.

L'entreprise devra également réaliser la neutralisation des regards EP en pied de façade avant démolition (si existants).

- **Dégagement des espaces verts**

L'entreprise interviendra sur tous les espaces verts ceinturant les bâtiments, jusqu'aux limites de propriété, afin de faciliter l'accès aux façades et permettre la réalisation des travaux de démolition.

Afin d'assurer une remise en état paysagère des parcelles, certains végétaux remarquables pourront être préservés s'ils ne gênent pas la bonne mise en œuvre des travaux. L'entreprise aura à sa charge leur marquage et leur protection pour assurer leur conservation en parfait état jusqu'à la réception du chantier. La protection des troncs sera notamment assurée par l'entreprise.

Tous les arbres ou arbustes ne présentant pas d'intérêt paysager ou situés trop près des façades, seront abattus et dessouchés (arbres, arbustes, certaines haies, etc.). Les alentours des bâtiments seront notamment débroussaillés des végétaux secondaires afin de rendre les parcelles dans un bel état paysager.

L'entreprise aura à sa charge le dégarnissage des façades de tous les végétaux grimpants depuis le sol (si végétation existante).

L'entrepreneur effectuera enfin un nettoyage complet des zones à aménager. Tous les débris détruits, encombrants et autres, carcasses de voiture, seront à évacuer.

7.3 Retrait et élimination amiante

L'entrepreneur réalisera dans le cadre de son forfait toutes les démarches et les travaux nécessaires à la décontamination des bâtiments et des parcelles avant démolition, dans le respect strict de la réglementation en vigueur.

Les travaux comprendront notamment, sans que cette liste soit limitative :

- l'élaboration du plan de retrait amiante et plomb sur la base des diagnostics réalisés et présentés en annexe ou présentés en cours de marché. Ces plans de retrait seront réalisés durant la première période de préparation,
- l'installation de la base vie spécifique et des éventuelles mesures de confinement et de surveillance de la qualité de l'air adaptées à cette action,
- l'extraction et le traitement de l'amiante conformément à la législation en vigueur,
- la remise de tous les rapports d'intervention et les tickets de dépôt en sites de traitement,
- plus globalement, tous les équipements, aménagements et opérations nécessaires à l'enlèvement, l'évacuation et le traitement des toutes les parties de l'habitation contenant de l'amiante et du plomb.

7.4 Curage

L'entrepreneur réalisera la dépose des installations et équipements situées sur les parcelles : à tous les niveaux des habitations et dans les jardins (équipement de piscine, cabanon...).

Chacune des catégories citées dans ce chapitre sera triée selon sa nature, stockée en vue d'une réutilisation ou, à défaut, mis en bennes sélectives et recyclée en filière de traitement et valorisation des matériaux.

L'entreprise détaillera dans son offre sa méthodologie et ses circuits de réutilisation ou valorisation.

- Encombrants

Il est rappelé que des personnes ou associations autorisées par le maître d'ouvrage ont la possibilité de récupérer le matériel ou équipement qu'ils souhaitent. Pour les quelques équipements restant en place, l'entreprise veillera à extraire correctement tout ameublement ou cartons restant présents (livres notamment), tous les équipements électroménagers (fours, frigos, plaques,...) pouvant être réutilisés.

Le maître d'ouvrage pourra proposer à des associations sociales de récupérer rapidement ce matériel. A défaut, il sera mis en benne sélective.

- Equipement électrique et électroniques

Dépose des équipements électriques (tableaux principaux et annexes, disjoncteurs, appareillages) et électroniques, puis mise en benne sélective et évacuation pour recyclage.

L'entreprise pourra également proposer dans son offre une filière de réutilisation si elle en a connaissance.

- Eléments métalliques

Dépose des équipements métalliques intérieurs (radiateurs, baignoires, chaudières, canalisations...) et extérieurs (portails, portillons, grillages...), puis mise en benne sélective et évacuation pour recyclage.

L'entreprise pourra également proposer dans son offre une filière de réutilisation si elle en a connaissance.

- Bois intérieurs et extérieurs

Dépose des bois situés en extérieur, puis mise en benne sélective et évacuation pour recyclage.

- Huisseries et fermetures

Dépose de toutes les huisseries intérieures et extérieures, puis mise en benne sélective et évacuation pour recyclage.

L'entreprise pourra également proposer dans son offre une filière de réutilisation si elle en a connaissance

- Autres éléments

L'entreprise pourra proposer dans son offre des éléments supplémentaires qu'elle est en mesure de trier spécifiquement en vue de leur recyclage ou réutilisation.

7.5 Démolition des bâtiments

Dépose des maçonneries

L'entrepreneur réalisera la démolition :

- ~ des murs et éléments divers en maçonnerie sur les façades des immeubles,
- ~ des murs et éléments divers en maçonnerie sur les façades des immeubles,
- ~ des fondations, terrasses, dalles, piscines, trottoirs, cabanons...
- ~ de toute structure présente dans l'emprise des travaux déterminée préalablement par le maître d'ouvrage.

Le cas échéant, les parties maçonnées situées au-dessous du niveau de la plateforme (murs de soubassements, murs de cave, mur de tranchée, planchers, puits) seront supprimées et évacuées.

Le cas échéant, les pierres de construction pourront être récupérées, évacuées et stockées en vue d'une réutilisation.

Ces gravats de maçonneries ne pourront pas être récupérés pour le remblaiement des vides de la plateforme. De la terre sera apportée pour compenser les aspérités et les déclivités liées au terrassement des fondations, des caves et des piscines.

Les représentants du maître d'ouvrage sur le site seront informés immédiatement de toute rencontre de câbles, canalisations, fosses ou réservoirs enterrés, dans lesquels il serait rencontré des liquides et qui pourrait entraîner des dommages pour l'environnement.

L'entreprise aura à sa charge de faire déterminer la nature précise de ceux-ci, d'enlever et de curer des liquides qui feront l'objet d'un procès-verbal spécifique. Ensuite, ces fosses seront démolies (fond et parois) puis évacuées dans le cadre du marché.

7.6 Nettoyage et dépoussiérage du chantier

L'entrepreneur assurera un nettoyage général des travaux en fin de journée et par grand vent afin d'éviter la dissémination des poussières et des éléments légers mobilisables par la force du vent. En cas de dissémination trop importante des poussières, l'entrepreneur devra assurer dans le cadre de son forfait un arrosage de la maison et des ruines pendant la démolition.

7.7 Mesure d'accompagnement après démolition

- Mise à niveau du terrain et décompactage

Après démolition, tous les vides de cave, sous-sol, fosses, piscines, dalles excavées, trottoirs... seront remblayés avec des matériaux terreux de bonne qualité afin d'assurer la reprise du couvert herbacé.

Toutes les zones impactées par les travaux sur la parcelle démolie seront décompactées afin de garantir la possibilité de reprise du couvert herbacé.

L'ensemble de la parcelle sera nivelé de façon à effacer toute rupture brutale de pente au profit d'un profil globalement plat.

L'ensemble du chantier devra être laissé propre, clos et exempt de tout risque de blessures aux tiers.

- Haies, murets, portails, portillons,...

Les haies, murets, portails, portillons, clôtures grillagées... seront maintenues en l'état. Les portails et portillons, ... dégradés lors des travaux seront remis en état.

Pour le bien n°2 du lot n°1 situé sur la commune de Dions, un muret en moellon sera construit pour pallier à l'absence de muret que la démolition de la maison laissera.